

# LE SYSTÈME POLITIQUE LIBANAIS

## La corruption systémique en rapport avec le gouvernement, les autorités et les institutions

- Les entreprises privées ont systématiquement soudoyé les fonctionnaires pour des contrats
- Échecs de prestation de services risquent la vie des citoyens

Le Liban souffre de la corruption systémique qui imprègne les institutions de l'État et les services publics, s'étendant aussi souvent au secteur privé<sup>1</sup>.

Selon l'indice de perception de la corruption de 2014 de Transparency International, le [Liban](#) est classé 136<sup>e</sup> sur 175 pays. L'indice est basé sur le degré de corruption perçue du secteur public du pays, le rang de 1<sup>er</sup> étant considéré comme moins corrompu et 175 comme très corrompu.

Le système politique confessionnel libanais d'accords de partage des pouvoirs entre les élites représentant les différentes communautés, en vigueur depuis l'indépendance en 1943, est souvent présenté comme l'origine de ce problème. Ces individus distribuent les richesses et services par le biais de réseaux clientélistes qui soumettent les citoyens à l'emprise de l'élite dirigeante<sup>2</sup>.

Ces réseaux informels ont entravé le développement des institutions de régulation de l'État en charge de contester la corruption<sup>3</sup> et ont contribué à [réduire la liberté d'action de la société civile](#).

Pour de nombreux Libanais, il serait de notoriété publique que tous les principaux bureaux du secteur public souffrent de corruption chronique, entraînant pour l'État libanais des pertes financières importantes chaque année. Le port<sup>4</sup> de Beyrouth exonéré d'impôts, l'aéroport<sup>5</sup>, les autorités chargées de l'application du code de la route<sup>6</sup>, les télécommunications<sup>7</sup> et l'emploi dans le secteur public<sup>8</sup> en sont des illustrations.

Les quatre Conseils et Fonds (en arabe *Majalis* et *Sanadeeq*), qui relèvent du Cabinet du Premier ministre libanais et qui reflètent également le système confessionnel, sont largement considérés comme la quintessence du favoritisme.

Il est largement admis que les investisseurs paient régulièrement des pots-de-vin pour obtenir des contrats du gouvernement, qui sont souvent attribués à des entreprises proches de puissants politiciens.

En 2001, un rapport d'évaluation de la corruption sur le Liban commandé par l'ONU a révélé que seulement 2,4 pour cent des contrats adjudgés par le gouvernement, d'une valeur de 6 milliards de dollars US, ont été officiellement attribués par l'Administration des appels d'offres<sup>9</sup>. Le reste est allé à la société prête à payer le plus grand pot-de-vin au ministre responsable. Il n'est pas surprenant que le rapport ait constaté que plus de 43 pour cent des entreprises au Liban paient des pots-de-vin « toujours ou très souvent ».

La crise des ordures ménagères au Liban est le parfait exemple de la façon dont les relations « privilégiées » contribuent à l'échec<sup>10</sup> des prestations de services et de ses effets dévastateurs sur les citoyens.

Durant plus de 14 ans, la société privée Sukleen a enlevé les ordures de Beyrouth et du Mont Liban à divers endroits, plus récemment à al-Na'ameh, au sud de Beyrouth, le site de décharge le plus important du pays.

Cette année, les résidents ont finalement réussi à obtenir la fermeture de la décharge, mais les autorités n'ont pu trouver un autre site. La crise s'est littéralement répandue dans les rues<sup>11</sup>, rendant l'air toxique, provoquant des maladies respiratoires et laissant à craindre une [épidémie de choléra](#).

La société Sukleen, dirigée par un homme d'affaires libanais connu pour être proche de l'ancien [Premier ministre libanais Rafiq Hariri](#), détient le monopole de gestion des déchets et de nettoyage des rues de Beyrouth et du Mont Liban<sup>12</sup>.

C'est suite à cette crise que le mouvement populaire « Tu pues » s'est créé en août 2015, déclenchant une série de manifestations réclamant des comptes aux responsables de la crise. Ce mouvement doit son nom à la fois à l'accumulation d'[ordures et à ses causes](#).

Photo: [Flickr/Kevin Costain/CC BY 2.0](#) Recadrée et moins saturée que l'original

- 
1. <http://www.globalsecurity.org/military/world/lebanon/corruption.htm>
  2. <http://www.u4.no/publications/overview-of-corruption-and-anti-corruption-in-lebanon/downloadasset/3421>
  3. <http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/syria-lebanon/lebanon/160-lebanon-self-defeating-survival-strategies.aspx>
  4. <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2013/204676.htm>
  5. <http://www.naharnet.com/stories/en/169286>
  6. <http://www.u4.no/publications/overview-of-corruption-and-anti-corruption-in-lebanon/>
  7. <http://www.dailystar.com.lb/Business/Lebanon/2014/Jan-18/244402-corruption-high-costs-hinder-it-sector-growth.ashx>
  8. <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/06/beirut-lebanon-corruption-201462613392977108.html>
  - 9.0. [https://www.meforum.org/meib/articles/0102\\_12.htm](https://www.meforum.org/meib/articles/0102_12.htm)
  - 9.1. [http://uwa.edu.au/\\_data/assets/pdf\\_file/0007/32686/FaridaMoe\\_PhDConf2007.pdf](http://uwa.edu.au/_data/assets/pdf_file/0007/32686/FaridaMoe_PhDConf2007.pdf)
  - 9.2. <http://www.msm.nl/resources/.../MSM-WP2012-52.pdf>
  - 9.3. <http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/.../2/cp08fa01.pdf>
  10. Pour un aperçu de la corruption libanaise d'après-guerre, voir par exemple, Rola El-Husseini, Pax Syriana: Elite politique dans l'après-guerre au Liban (Presse universitaire de Syracuse)
  11. <http://bit.ly/1gfJ7NM>
  12. <http://ahouseofmanymansions.blogspot.de/>